



Forte dégradation de l'activité au 2^e trimestre 2020

L'économie, en Normandie comme en France entière, s'est fortement dégradée au 2^e trimestre 2020. La reprise observée depuis la fin du confinement reste poussive et l'activité peine à revenir à son niveau d'avant-crise (encore 5 % de perte d'activité en août). Certains secteurs, comme la construction et l'hôtellerie-restauration, sont particulièrement touchés. L'impact sur l'emploi reste modéré au 2^e trimestre, - 0,6 % après - 2,4 % au 1^{er} trimestre, du fait d'un important recours à l'activité partielle, en particulier de mars à mai. L'intérim, première variable d'ajustement de l'emploi en période de crise, après une violente chute au 1^{er} trimestre, affiche un rebond sensible (+ 27 % au 2^e trimestre). Mais la situation du marché du travail n'est pas favorable : le nombre de demandeurs d'emploi sans activité augmente de 41 000 entre fin mars et fin juin en Normandie.

Laura Le Mains, Bruno Mura, Jean-Louis Reboul, Étienne Silvestre (Insee)

Rédaction achevée le 08 octobre 2020

Le contexte particulier lié à la crise sanitaire et économique actuelle amène plusieurs modifications de cette note de conjoncture régionale. D'une part, un certain nombre de données habituellement présentes ne le sont pas ce trimestre ; c'est le cas des indicateurs sur la fréquentation des structures d'hébergement, qui n'ont pu être mobilisés. D'autre part, il a paru nécessaire de dépasser la seule période du 2^e trimestre pour évoquer les conséquences de la crise sur l'économie normande pendant et à l'issue du confinement.

La baisse d'activité s'atténue progressivement

L'impact de la crise sanitaire sur l'économie a été violent. Ainsi, dès le mois de mars, la baisse d'activité a atteint 17 % en Normandie, puis 31 % en avril, mois complet de confinement et de fermeture des établissements recevant du public et des commerces non essentiels. À partir du mois de mai et de la sortie du confinement, la perte d'activité se poursuit toujours mais son ampleur diminue, passant progressivement de - 22 % en mai à - 5 % en août (*figure 1*). Si les pertes d'activité tendent donc à diminuer depuis le mois de mai, la reprise reste poussive et, selon les prévisions de l'Insee, l'activité peinerait à revenir à son niveau d'avant-crise d'ici la fin de l'année.

Les replis observés mensuellement en Normandie ne se démarquent pas significativement des évolutions France entière. La structure de l'économie régionale explique des contributions différenciées des différents secteurs d'activité. Du fait de sa sur-représentation en Normandie, l'industrie

contribue plus fortement aux pertes d'activité qu'au niveau national (c'est en particulier le cas pour la fabrication d'autres produits industriels, tels l'industrie chimique, la métallurgie et la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique). Une dynamique inverse est à l'œuvre pour le tertiaire marchand, sous-représenté dans la région, avec une contribution plus faible à la baisse d'activité (c'est particulièrement vrai pour les activités scientifiques et techniques - services administratifs et de soutien).

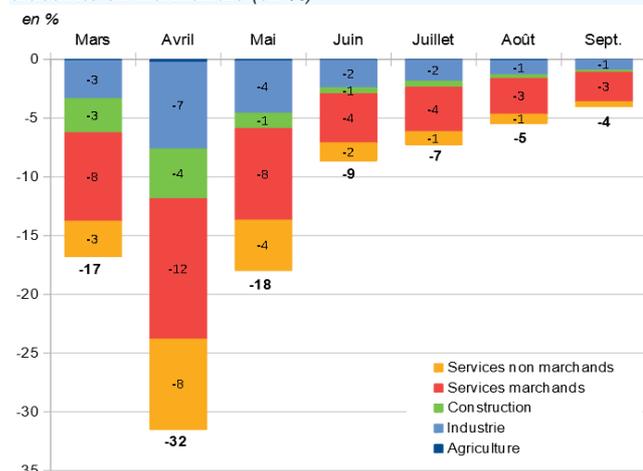
Avertissement sur le marché du travail

Le taux de chômage au sens du BIT a diminué sur les deux premiers trimestres de 2020, mais il s'agit d'une baisse « en trompe-l'œil ». En effet, pour être considéré comme chômeur, il faut être sans emploi, disponible pour travailler et avoir fait des démarches actives de recherche d'emploi. Au cours des deux premiers trimestres de l'année 2020, la période de confinement a fortement affecté les comportements de recherche active d'emploi (en particulier pour les personnes sans emploi dont le secteur d'activité était à l'arrêt), ainsi que la disponibilité des personnes (contrainte de garde d'enfants par exemple). Au total, la nette baisse du chômage au sens du BIT début 2020 ne traduit pas une amélioration du marché du travail mais un effet de confinement des personnes sans emploi.

Le champ des taux de chômage localisés couvre à présent les DOM (hors Mayotte) sur une période débutant au premier trimestre 2014.

Enfin, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, durant la phase de montée en charge de la DSN.

1 Contributions mensuelles 2020 des différents secteurs aux pertes d'activité en Normandie (en %)



Source : Insee, estimations au 8 septembre 2020 à partir de sources diverses

Net recul de la construction de logements

Deux secteurs sont plus spécifiquement concernés par la baisse de l'activité. C'est le cas du secteur de la construction. Après un recul de 5 % au 1^{er} trimestre, le cumul sur 12 mois des logements commencés est à nouveau en diminution de 5 % au 2^e trimestre 2020 en Normandie, comme au niveau national (figure 2). Les mises en chantier reculent dans tous les départements normands, de 3 % dans l'Orne et la Seine-Maritime à 14 % dans la Manche. Les mois de juin et juillet semblent amorcer un retournement de cette tendance baissière mais celui-ci devra être confirmé. Cela d'autant plus que le nombre de logements, sur 12 mois, autorisés à la construction, qui augure des futurs chantiers, est également en repli dans la région, avec une baisse de 6 % au 2^e trimestre.

2 Évolution du nombre de logements commencés



Notes : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SDES, Sit@del2.

Sombre trimestre pour l'hôtellerie

Un second secteur en berne est celui de l'hôtellerie. Au 2^e trimestre 2020, les nuitées en hôtel ont chuté de 81 % en Normandie comparativement au 2^e trimestre 2019, soit légèrement moins que France entière (- 86 %). L'activité hôtelière a été quasiment à l'arrêt en avril et mai (avec un recul du nombre de nuitées de respectivement 96 % et 91 % par rapport à l'an dernier), en lien notamment avec le confinement puis jusqu'à fin mai avec l'interdiction de circuler à plus de 100 km de son domicile. La baisse reste encore très prononcée au mois de juin (- 61 % sur un an) avec seulement 359 000 nuitées contre 934 000 en 2019, année record avec trois événements marquants qui se sont déroulés en Normandie (commémoration du 75^e anniversaire du débarquement, armada de Rouen et coupe du monde féminine de football au Havre).

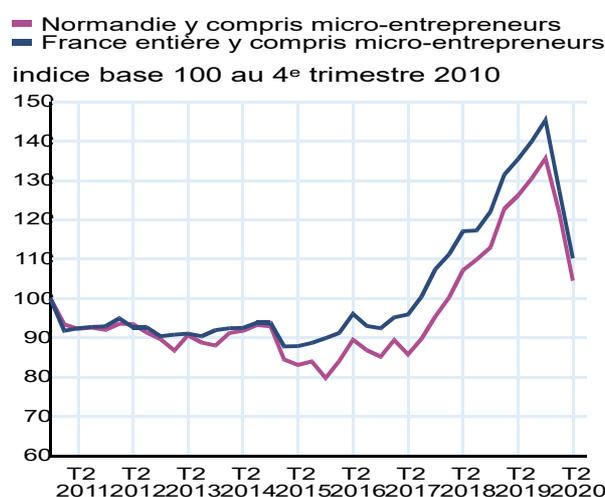
Insee Conjoncture Normandie n° 24 – Octobre 2020

Effondrement des créations d'entreprises

L'effet de la crise sanitaire se répercute sur les créations d'entreprises qui diminuent de 14 %, en Normandie comme France entière au 2^e trimestre 2020 par rapport au trimestre précédent (figure 3). La baisse est très importante pour les entreprises classiques (- 21 %). Pour les micro-entreprises, le recul est nettement moindre (- 5 %). Les créations d'entreprises reculent dans tous les secteurs, le plus touché étant celui de la construction (- 23 %), devant les services (- 15 %) et l'hébergement-restauration (- 11 %). Après près de quatre ans de hausse quasi-continue, le nombre de créations d'entreprises sur un an a stagné au cours du 1^{er} trimestre puis a nettement fléchi au 2^e trimestre en Normandie (- 17 %) et France entière (- 19 %).

Du fait de la fermeture des tribunaux pendant le confinement et l'adoption d'ordonnances permettant aux entreprises en difficulté de reporter après le 24 juin leurs demandes d'ouverture de procédure collective, l'impact de la crise sur les défaillances d'entreprises ne se fait pas encore sentir au 2^e trimestre. Sur un an, le nombre de défaillances d'entreprises est même en baisse de 26 % en Normandie au 2^e trimestre (- 25 % en France).

3 Créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Ralentissement de la baisse de l'emploi grâce à la reprise dans l'intérim

Déjà en ralentissement lors du 1^{er} trimestre, l'emploi subit un nouveau recul au 2^e trimestre 2020, avec une baisse de - 0,6 % en Normandie et de - 0,9 % France entière hors Mayotte (figure 4). Bien que la période de confinement (17 mars au 11 mai) ait essentiellement porté sur le 2^e trimestre, la baisse apparaît moins prononcée qu'au 1^{er} trimestre (- 2,4 % en Normandie).

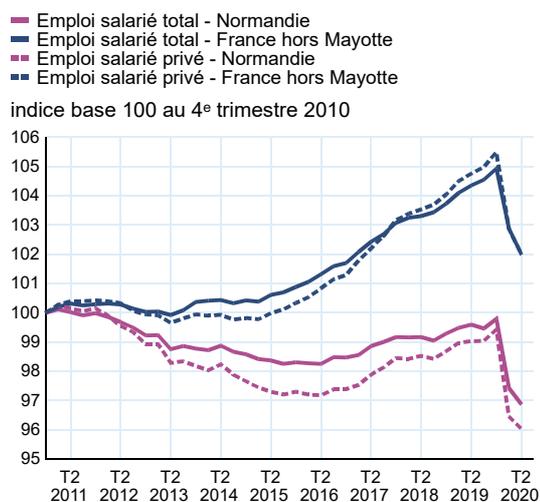
L'emploi dans l'intérim a subi en premier les effets de la crise sanitaire mais s'améliore à nouveau au 2^e trimestre, même si son niveau est encore loin d'atteindre celui d'avant la crise (31 800 emplois au 2^e trimestre contre 43 100 au 4^e trimestre 2019). En Normandie comme au niveau national, l'emploi dans l'intérim augmente nettement au 2^e trimestre (respectivement + 27 % et + 23 % par rapport au trimestre précédent ; figure 5). Hors intérim, l'emploi recule dans tous les secteurs, à l'exception de l'agriculture. C'est notamment le cas dans le tertiaire marchand (- 1,8 % par rapport au trimestre précédent ; figure 6), en particulier dans l'hébergement-restauration (- 8 %).

Sur un an, l'emploi salarié ralentit plus en Normandie (- 2,7 %) qu'au niveau national (- 2,3 %). Les évolutions sont plus défavorables en région Normandie dans la quasi-totalité des secteurs, à l'exception de l'industrie (respectivement - 1,1 % et - 1,0 % en Normandie et en France) et surtout de l'agriculture (+ 1,6 % contre - 1,0 %).

Un recul de l'emploi dans tous les départements

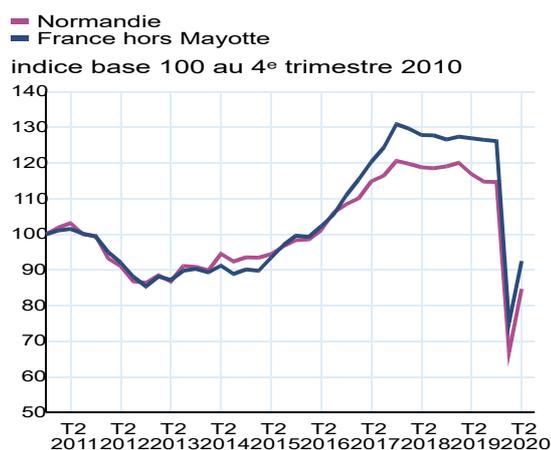
Ce trimestre encore, l'emploi salarié diminue dans tous les départements de la région (de -0,3 % dans l'Eure jusqu'à -0,8 % dans la Manche et le Calvados), mais moins fortement que lors du trimestre précédent.

4 Évolution de l'emploi salarié



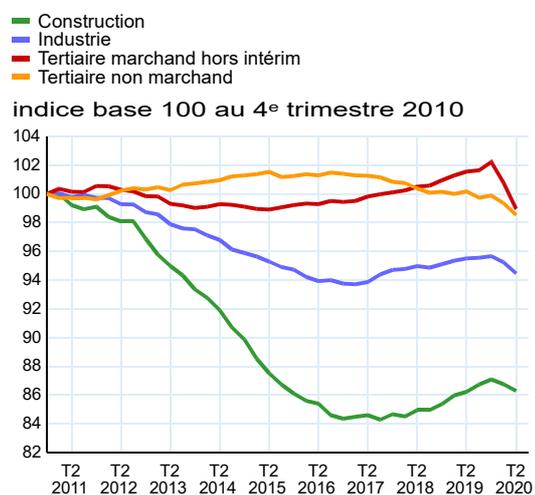
Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Champ : emploi salarié total.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

5 Évolution de l'emploi intérimaire



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Champ : emploi salarié total
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

6 Évolution de l'emploi salarié par secteur en Normandie



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Champ : emploi salarié total
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

Insee Conjoncture Normandie n° 24 – Octobre 2020

Ce repli est atténué par l'amélioration notable de l'emploi dans l'intérim (entre +19 % dans la Manche et +33 % en Seine-Maritime par rapport au trimestre précédent).

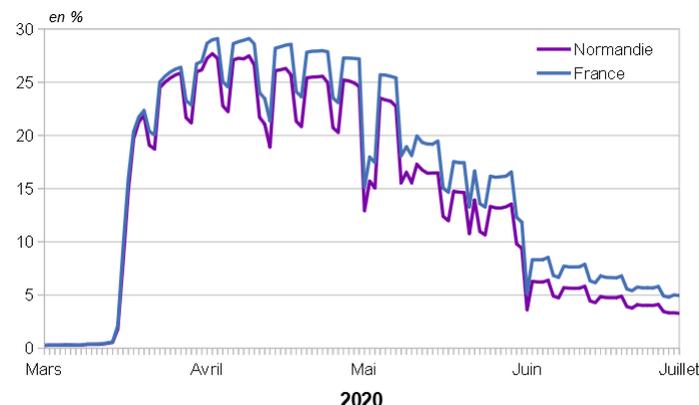
L'emploi salarié baisse dans l'industrie, le tertiaire marchand et le tertiaire non marchand dans tous les départements normands. Dans l'agriculture, il augmente légèrement dans la Manche et le Calvados et est stable ailleurs. Il recule aussi dans la construction (de -1,3 % dans la Manche à -0,2 % dans la Seine-Maritime par rapport au trimestre précédent), sauf dans l'Eure où il se maintient.

Le recours à l'activité partielle au plus fort en avril 2020

En Normandie comme France entière, l'activité partielle est fortement mobilisée pour limiter les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire et en particulier l'impact sur l'emploi des importantes baisses d'activité passées. En effet, alors que moins de 0,5 % des salariés sont en activité partielle d'ordinaire (figure 7), près d'un quart des salariés ont été dans cette situation de mi-mars à fin avril 2020, tant en Normandie (24 %) qu'en France entière (26 %). Sur cette période, la construction est le secteur qui a eu le plus recours à ce dispositif (37 % des salariés en Normandie), suivie des services marchands (28 %). L'ampleur de l'activité partielle varie assez peu selon les départements, de 22 % des salariés dans l'Eure et l'Orne à 26 % dans le Calvados.

Avec le déconfinement, l'activité partielle diminue nettement. Elle ne concerne plus que 15 % des salariés en moyenne en mai puis 6 % en juin 2020. Le recul est particulièrement notable dans la construction, l'activité partielle tombant dans ce secteur à moins de 3 % des salariés en juin. Le recours reste plus important dans le secteur des services marchands (7 % en juin). La situation des différents départements normands est proche du niveau régional (de 4,7 % des salariés en activité partielle dans l'Eure à 6,4 % dans le Calvados).

7 Évolution de la part de salariés en activité partielle (en %)



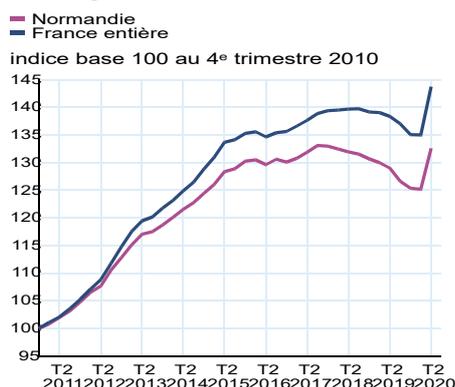
Source : DSN

Une forte hausse des demandeurs d'emploi

Malgré la crise, le taux de chômage continue de reculer au 2^e trimestre 2020 pour s'établir à 7,3 % en Normandie et 7,1 % France entière hors Mayotte. Cette baisse du taux de chômage est cependant en « trompe-l'œil » : le confinement et, plus largement, la situation sanitaire ont fortement affecté les comportements de recherche active d'emploi (pour les personnes sans emploi dont le secteur privilégié est à l'arrêt par exemple) ainsi que la disponibilité des personnes (contrainte de garde d'enfants par exemple). Au total, le taux de chômage se trouve donc plus faible sans que cela traduise une réelle amélioration du marché du travail. Les statistiques de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) inscrits à Pôle emploi montrent au contraire une dégradation sensible du marché du travail. Au 1^{er} trimestre, avec le début du confinement mi-mars, le retournement de tendance du marché du travail se manifestait encore modérément. Le nombre de DEFM de catégorie A (demandeurs d'emploi sans activité) n'augmentait que de 0,9 % au 1^{er} trimestre 2020, après deux ans de baisse continue, tandis que celui des DEFM de catégorie A, B et C (comprenant également les demandeurs d'emploi ayant une activité réduite) restait encore très légèrement orienté à la baisse (-0,1 %).

Au 2^e trimestre, le repli est plus marqué, avec une forte augmentation des DEFM de catégorie A (+26 % par rapport au trimestre précédent, soit 41 000 personnes de plus que fin mars 2020) et, pour la première fois depuis fin 2017, une hausse des DEFM de catégorie A, B et C (+5,9 % par rapport au trimestre précédent, soit +16 000 personnes ; *figure 8*). Tous les départements normands sont concernés par cette hausse allant de +4,7 % dans l'Eure à +8,6 % dans la Manche. Les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans sont les plus touchés (+11,8 % par rapport au trimestre précédent). La progression du nombre de DEFM de catégorie A, B et C s'est poursuivie en juillet (1 300 demandeurs supplémentaires en Normandie pour ce seul mois). Outre une tendance à l'accroissement du chômage, ces évolutions traduisent aussi des mouvements internes aux stocks de demandeurs d'emploi : en premier lieu, avec la chute de l'intérim, un transfert des DEFM de catégorie B et C vers la catégorie A, puis avec la reprise de l'intérim, un retour de ces demandeurs d'emploi vers la catégorie B et C.

8 Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrites à Pôle emploi en catégorie A, B et C



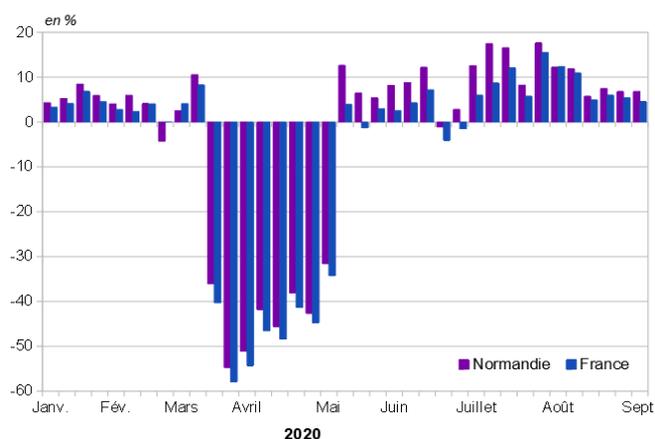
Avertissement : le nombre de demandeurs d'emploi du trimestre est une moyenne des données mensuelles afin de mieux dégager les évolutions tendanciennes.

Source : pôle emploi-Dares, STMT / Notes : données CVS-CJO

La consommation reprend après le confinement

Bon indicateur de la consommation des ménages, le montant des transactions par carte bancaire (cartes bleues) a chuté de 43 % en Normandie pendant la période de confinement par rapport à la même période de 2019 (*figure 9*). Il s'est ensuite nettement redressé, traduisant un phénomène de rattrapage, même si les montants de sur-consommation observés depuis la mi-mai ne compensent pas complètement les montants de sous-consommation enregistrés de la mi-mars à la mi-mai. Les prestations sociales ont fortement soutenu les revenus d'activité avec des disparités entre les ménages selon leur situation par rapport à l'emploi notamment. Un enjeu majeur de la reprise d'activité est de savoir si l'épargne ainsi constituée se traduira à court ou moyen terme par une croissance de la consommation. ■

9 Évolution des montants des transactions par rapport à la même semaine l'année précédente (en %)



Source : cartes bancaires CB - Calculs Insee

Contexte international – Une reprise progressive dans un contexte d'incertitudes

Dans les économies touchées au printemps par l'épidémie, l'activité se relève progressivement de sa chute du 2^e trimestre, liée à l'instauration des mesures de restrictions sanitaires. Ce rebond prend des configurations qui peuvent varier selon les pays. Dans les pays occidentaux, la demande intérieure s'est redressée avec l'allègement des restrictions et les mesures de soutien aux ménages. De son côté, l'activité chinoise est portée par le dynamisme de sa production et de ses exportations, mais la consommation intérieure reste en retrait. La reprise dans le monde pourrait toutefois ralentir à l'automne, dans un contexte d'incertitudes autour d'une résurgence de l'épidémie qui entraînerait de nouvelles mesures sanitaires, et de la tenue des élections américaines.

Contexte national – La reprise entamée à la levée du confinement pourrait marquer le pas d'ici la fin de l'année

Depuis la levée des mesures de restrictions, l'activité a entamé une reprise graduelle. Au 3^e trimestre, la plupart des secteurs ont progressivement retrouvé un niveau d'activité proche de celui d'avant-crise, mais certains restent pénalisés par les effets de la crise sanitaire (transport aérien de voyageurs, hébergement et restauration, activités culturelles, etc.). La consommation des ménages, en net rebond dès la fin du confinement, se serait globalement maintenue durant l'été à un niveau proche de celui d'avant-crise. Au 4^e trimestre, les incertitudes quant à la résurgence de l'épidémie conduiraient à un essoufflement de la reprise. Les secteurs les plus touchés par la crise pourraient voir leur activité se dégrader du fait des mesures de restrictions, et la consommation pourrait fléchir. En fin d'année, après un vif rebond au 3^e trimestre (+16 % par rapport au deuxième), le PIB français resterait stable, 5 % environ en dessous de son niveau d'avant-crise. Sur l'année 2020, il se contracterait d'environ 9 %.

Insee Normandie
5, rue Claude Bloch- BP 95137
14024 Caen Cedex

Directeur de la publication :
Philippe Sherrer

Rédacteur en chef :
Pascal Julien

Attachée de presse :
Carole Joselier
Tél : 02.35.52.49.17

ISSN : 2105-1151
@Insee 2020

Pour en savoir plus :

- « Une économie diminuée », *Note de conjoncture*, octobre 2020
- Tableaux de bord Conjoncture : Normandie, www.insee.fr/fr rubrique Statistiques

